

GAMBIT ADJAR

Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien



Les États-Unis et la Russie s'affrontent par peuples interposés pour contrôler le pétrole de la mer Caspienne. Issue de l'éclatement de l'URSS, la Géorgie est tombée dans l'orbite de Washington à l'occasion de la prétendue « révolution des roses ». Mais Moscou conserve des bases militaires dans le pays et soutient en sous-main les mouvements sécessionnistes. Après l'Abkhazie et l'Ossétie du sud, c'est au tour de l'Adjarie d'entrer en rébellion. Alors que le pays semble échapper à la guerre civile, la France tente de s'immiscer dans le jeu. Son ancienne représentante à l'OTAN vient de prendre la nationalité géorgienne et d'entrer au gouvernement.

page 2

Éloge de la servilité journalistique

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Hervé Brusini, directeur délégué à l'information de France 3, donne le plus parfait exemple de servilité qu'un journaliste puisse exprimer. En se demandant si la presse ne met pas en danger la sécurité publique en révélant des informations sur le terrorisme, il déplore le bon temps où le pouvoir politique donnait des instructions à la presse. Il se souvient des années 80, lorsque un directeur de la DST réunissait les rédacteurs-en-chef dans son bureau pour écrire leurs journaux.

page 8

REPÈRE : 22 MARS 1927

Applications civiles des gaz de combat

En 1918, le Prix Nobel de Chimie revint à Fritz Haber, qui supervisa le programme allemand de fabrication des gaz de combat pendant la Première Guerre mondiale. Le 22 mars 1927, à Balholm un groupe de militaires et politiques nationalistes, dont l'ex-empereur Guillaume, invitent Haber à venir leur présenter des « applications civiles » de ces armes. Le général allemand Erich von Luddendorf, qui en 1916 avait donné l'ordre de laisser mourir de faim 50.000 soldats russes dans les camps de prisonniers, demande à Haber de développer un système permettant de gazer rapidement « plusieurs milliers de personnes ». Guillaume, lui, veut élaborer une machine qui permettrait de « gazer des villes entières ». Le compte-rendu circule dans les Cercles Militaires. En Belgique on y voit « une méthode efficace pour nettoyer un pays de ses indigènes afin de l'ouvrir à la colonisation ». L'Italie applique la méthode aux Éthiopiens. La réunion de Balholm se penche aussi sur le cas des juifs. En marge du document, Guillaume avait écrit : « *Vermine juive, éliminer. Je pense que le mieux c'est de les gazer* ». ■



ASHCROFT VEUT INTÉGRER LES POLICES ANTI-TERRORISTES DANS L'OTAN

Après avoir créé la notion de " renseignement de justice ", l'attorney general des États-Unis, John Ashcroft, souhaite développer ses moyens d'action dans les États alliés. C'est pourquoi les interventions du FBI, y compris les missions d'infiltration assorties de l'irresponsabilité pénale de ses agents, viennent d'être légalisées, État par État, comme en France avec la loi Perben II. Puis, un Conseil de coordination a été créé au département de la Justice pour superviser toutes les actions secrètes de ce type et les articuler à celles des autres services de renseignement. John Ashcroft envisage maintenant de former une structure de réquisition des polices alliées par le FBI. Le directeur général du Bureau, Robert Mueller, a été chargé de négocier sa création au sein de l'OTAN au titre de l'anti-terrorisme. Les troupes de l'Alliance atlantique ont déjà été investies de missions de police, pour " sécuriser " les Jeux olympiques d'Athènes et le Mondial de football au Portugal. Selon Robert Mueller, les attentats de Madrid justifient de ce développement de l'OTAN.

(En illustration : le brassard de la police militaire de l'OTAN) ■

Gambit adjar

Coups de maîtres sur l'échiquier géorgien

Les États-Unis et la Russie s'affrontent par peuples interposés pour contrôler le pétrole de la mer Caspienne. Issue de l'éclatement de l'URSS, la Géorgie est tombée dans l'orbite de Washington à l'occasion de la prétendue « révolution des roses ». Mais Moscou conserve des bases militaires dans le pays et soutient en sous-main les mouvements sécessionnistes. Après l'Abkhazie et l'Ossétie du sud, c'est au tour de l'Adjarie d'entrer en rébellion. Alors que le pays semble échapper à la guerre civile, la France tente de s'immiscer dans le jeu. Son ancienne représentante à l'OTAN vient de prendre la nationalité géorgienne et d'entrer au gouvernement.



Depuis la désintégration de l'URSS, les États-Unis et la Fédération de Russie opposent féroce ment leurs influences dans le Caucase et l'Asie centrale. Par États et provinces interposés, les deux puissances cherchent à prendre le contrôle des ressources énergétiques du bassin de la Caspienne, à imposer le tracé des oléoducs, et à modifier les équilibres stratégique. La région est devenue un « *le grand échiquier* », selon l'expression de l'ancien conseiller national de sécurité états-unien, Zbigniew Brzezinski. La Géorgie est aujourd'hui au cœur de cette turbulence. De manière bien téméraire, la France tente de s'immiscer dans cette partie dans l'espoir incertain d'en tirer quelques bénéfices pétroliers.

Ce petit État post-sovétique de cinq millions d'habitants occupe en effet une position centrale, partageant des frontières avec la Russie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, non loin de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Les États-Unis de Bill Clinton ont accordé une aide massive à la Géorgie d'Edouard Chevardnadze pour développer leur projet de construction d'un oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui doit relier l'Azerbaïdjan à la Turquie. Au point que cet État était devenu le second bénéficiaire de l'aide US après Israël. L'intérêt principal du BTC est d'éviter soigneusement la Russie via la Tchétchénie et de contourner l'Iran et l'Arménie [1].



Une instabilité provoquée

Mais il n'y a pas que le pétrole. Comme nous l'écrivions précédemment, depuis l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont remplacé dans la région leur doctrine de « *containment* » - c'est à dire de limitation de l'influence soviétique à ses plus proches satellites - par une stratégie de « *rollback* » qui doit forcer un reflux des positions russes. Dans cette logique, la Géorgie est un domino important, tout comme l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, réunis au sein du GUAAM pour les questions militaires et de sécurité. Les États-Unis aidant le pouvoir central, la Russie a focalisé ses efforts sur trois provinces où elle a encouragé les mouvements sécessionnistes, d'abord l'Ossétie du sud et l'Abkhazie, puis aujourd'hui l'Adjarie.

En 1993, Vaeri Stepanov, proche conseiller du président Chevardnadze imputait ainsi la responsabilité de la guerre civile en Abkhazie aux éléments conservateurs russes : « *Nous ne nous battons pas contre les Abkhazes. Nous avons affaire à une guerre non déclarée contre la Russie* ». Il est vrai que la région est une « *plaque stratégique, avec un débouché sur la mer Noire d'autant plus vital que la Crimée est désormais aux mains de l'Ukraine* » [2]. Soufflant à la fois le chaud et le froid, la Russie déploie une force d'interposition en Ossétie du Sud, pour calmer les indépendantistes à la demande du pouvoir central géorgien. De la sorte, Moscou parvient à maintenir des bases militaires sur le sol géorgien, dans les provinces sécessionnistes. En définitive, les affrontements armés laissent la place à une issue politique : l'Abkhazie devient une République autonome, tandis que l'Ossétie du sud reste officiellement rattaché à Tbilissi, mais se comporte comme une République autonome.

Aslan Abashidze, pion russe

L'Adjarie est à l'époque relativement épargnée. Théoriquement intégrée dans

l'État géorgien, la province jouit rapidement d'une autonomie politique avancée, liée aux richesses dont elle dispose et qui sont les plus importantes du pays. L'influence russe est d'autant plus aisée que l'Adjarie est dirigée, depuis 1991, par Aslan Abashidze, un autocrate proche de Moscou.



Aslan Abashidze
Président de l'Adjarie

Toutefois cette encombrante présence russe se révèle aussi être un atout pour le gouvernement de Tbilissi. Elle permet, en 2003, au président Edouard Chevardnadze de modifier sa politique étrangère, jusqu'ici à l'avantage exclusif des États-Unis, en faveur de la Russie de Vladimir V. Poutine. Ce rééquilibrage lui permet de résoudre les incidents sécessionnistes qui se multiplient en Abkhazie. Il doit aussi être interprété au regard de la tentative d'assassinat dont il fit l'objet et à laquelle il survécut par miracle. En conséquence, un important contrat d'exploitation des ressources gazières est signé avec la société russe Gazprom, au grand dam des États-Unis qui font part de leurs remontrances à Tbilissi. L'ambassadeur états-unien dans le pays, Richard Miles, exige que « *Washington soit informé à l'avance de tels accords* » [3]. L'un des conseillers de Bush en matière d'énergie, Steven Mann, s'envole pour Tbilissi où il met en garde Chevardnadze contre les conséquences de cet accord. Des opposants, Mikail Saakashvili et la présidente du Parlement, Nino Burjanadze, dénoncent la tenue de discussions avec Gazprom. Ils préparent déjà la destitution du président géorgien. Dans le même temps, des sociétés états-uniennes sont explicitement exclues de contrats pétroliers et la construction du BTC prend du retard.

En novembre, peu avant la « révolution des roses », Edouard Chevardnadze se rend dans la province d'Adjarie et y rencontre le président Aslan Abashidze [4]. À cette occasion, le président de la province lui annonce qu'il est disposé à fournir une assistance militaire au pouvoir central, en cas de tentative de coup d'État. Ses troupes ne peuvent être que celles des bases russes de la province. Par ailleurs, Chevardnadze entame des discussions avec le président Poutine, afin de se prémunir contre cette éventualité. À la suite de sa visite, les bases militaires russes de Géorgie sont placées en état d'alerte. Igor Ivanov, le ministre des Affaires étrangères russe, se rend à son tour en Adjarie « *à la demande de Chevardnadze* » [5]. Mais ce dispositif échouera à empêcher la chute du président géorgien.

Depuis le coup d'État fomenté par les États-Unis, sous couvert d'une « révolution des roses » populaire [6], le pays est à nouveau l'enjeu de luttes de pouvoir entre les deux puissances qui se concrétisent en Adjarie. Si la Russie doit reconnaître le nouveau gouvernement central, Aslan Abashidze persiste à s'y refuser. Il refuse même d'organiser dans sa province les élections présidentielles qui doivent couronner Mikail Saakashvili, le meneur de l'opposition et du coup d'État, formé par l'ambassadeur états-unien Richard Miles. Pour se faire bien comprendre, Poutine invite alors ostensiblement Aslan Abashidze à Moscou. En retour, Richard Miles se rend en Adjarie pour persuader Abashidze de renoncer à ses positions jusqu'au bout-istes [7]. Saakashvili est finalement élu à la présidence de la Géorgie le 5 janvier 2004.

Mikail Saakashvili, pion états-unien



Mikail Saakashvili
Président de Géorgie

Les premières décisions de la nouvelle administration géorgienne ne sont pas pour rassurer Moscou. Tbilissi passe en effet un accord avec le Pentagone, qui décide de privatiser sa présence militaire en Géorgie en passant un contrat avec des officiers militaires états-uniens à la retraite, afin qu'ils équipent et conseillent l'armée géorgienne. C'est la société états-unienne **Cubic** qui obtient le contrat de trois ans, pour un montant de 15 millions de

dollars. Ce programme prend le relais de la collaboration avec Washington entamée sous Chevardnadze en 2002, sous couvert de lutte contre le terrorisme [8]. Les conseillers militaires états-uniens se voient également confier comme mission d'améliorer la sécurité du pipeline du BTC. En contrepartie, la Géorgie envoie 500 hommes soutenir les forces d'occupation états-uniennes en Irak.

Par ailleurs, le secrétaire d'État Colin Powell révèle son souhait d'implanter des bases militaires sur le territoire géorgien [9]. Il provoque naturellement la fureur de la Russie qui, sous la pression internationale, avait décidé quant à elle de démanteler certaines de ses bases en Géorgie dans les années à venir. La présence de l'armée états-unienne à quelques centaines de kilomètres de sa frontière méridionale entraîne l'annulation de cette décision.

Le ton monte entre le pouvoir central géorgien et la province d'Adjarie, considérée à Tbilissi comme la porte d'entrée des Russes dans le pays. En janvier 2004, le ministre Zurab Zhvania condamne une série d'arrestations d'opposants politiques dans la province. La « reprise en main » devient le maître mot du président Saakashvili, qui veut faire de l'Adjarie un exemple. Il offre donc des moyens aux opposants à Aslan Abashidze pour qu'ils gagnent les futures élections à Batumi, la capitale provinciale [10].

Depuis le 14 mars 2004, les événements ont pris un tour nettement plus tendu. Ce jour-là, le gouvernement géorgien place son armée en état d'alerte, « à la suite d'une brusque montée de la tension avec l'Adjarie » [11]. Cette escalade suscite immédiatement une réaction de Moscou, qui « *déconseille vivement* » au pouvoir géorgien d'envahir la province, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov. Le point de départ n'en est pas moins à mettre sur le compte du gouvernement autonome de Batumi, qui a fait refouler par ses troupes le convoi du président géorgien, alors qu'il s'apprêtait à rentrer sur le territoire de la province. Mikail Saakashvili souhaitait se rendre sur place pour « *apporter son soutien à l'opposition démocratique locale* » [12]. Au même moment, Aslan Abachidze se trouve en visite à Moscou d'où il appelle ses partisans à « *rester fermes* ». En conséquence, la Géorgie ferme son espace aérien et décrète un blocus contre sa province d'Adjarie.

Ce bras de fer, engagé sur le terrain économique, ne pouvait naturellement tourner à l'avantage du gouvernement géorgien, l'Adjarie étant la province la plus riche du pays. Bien qu'autonome, elle participe largement aux échanges économiques nationaux. En outre, il serait suicidaire pour Tbilissi de

s'engouffrer dans une guerre intérieure sans issue, un situation à Tchétchène, mais inversée, où Moscou serait du côté des résistants et Washington avec la répression. Après des entretiens avec Aslan Abachidze, le président géorgien, conscient du piège, refuse le gambit. Il accepte de lever le blocus, car, selon lui, « *toutes les questions qui ont conduit à ce malentendu ont été levées* ». Cette escalade spectaculaire révèle néanmoins l'incroyable tension qui règne dans le Caucase.

Salomé Zourabichvili, pion français

Par ailleurs, cette crise intervient à un moment où, sur la scène internationale, la France et l'Allemagne tentent de se réconcilier avec les États-Unis. Paris vient de coopérer avec Washington pour enlever et séquestrer le président d'Haïti. En Géorgie, la France est prête à soutenir les États-Unis pour accéder à une part de la manne pétrolière. La gazoduc BTC est construit par un équipementier français, Amec-Spie-Petrofac, qui travaille avec le norvégien Statoil. Les risques sont couverts par la société de sécurité Marsh du francophone L. Paul Bremer III (actuel gouverneur civil de la Coalition en Irak). Pour sceller cette alliance spectaculaire, Salomé Zourabichvili [13], qui fut représentante de la France au Conseil de l'OTAN, puis ambassadrice à Tbilissi, démissionne de la diplomatie française, prend la nationalité géorgienne et est immédiatement nommée ministre des Affaires étrangères de Géorgie par Mikail Saakachvili [14]. Ce jeu dangereux risque de compromettre pour de faibles avantages les relations franco-russes.

[1] Ces questions ont déjà été évoquées, plus en détail, dans notre article du 8 janvier 2004, « [Les dessous du coup d'État en Géorgie](#) ».

[2] « [Moscou dans le bourbier caucasien](#) », par Karel Bartak, *Le Monde Diplomatique*, avril 1993.

[3] « [The new cold war](#) », par Jonathan Steele, *The Guardian*, 3 janvier 2004.

[4] « [Shevardnadze's Russian dance](#) », par Natalia Antelava, *BBC News*, 11 novembre 2003.

[5] *Conférence de presse des ministres des Affaires étrangères d'Afghanistan et de Russie*, 27 novembre 2003.

[6] Pour le détail du coup d'État, voir « [Les dessous du coup d'État en Géorgie](#) », op.cit.

[7] « [Georgia pins hopes on poll](#) », par Nick Paton, *The Guardian*, 3 janvier 2004.

[8] « [US privatises its military aid to Georgia](#) », par Nick Patton, *The Guardian*, 6 janvier 2004.

[9] « [U.S. May Set Up Bases in Former Soviet Republics](#) », par Peter Slevin, *Washington Post*, *Washington Post*, 28 janvier 2004.

[10] « [Georgia : Groups Working Toward Regime Change In Restive Adjaria](#) », par Jean-Christophe Peuch, *Radio Free Europe*, 22 janvier 2004.

[11] « [Tension entre l'Adjarie et la Géorgie, Moscou avertit Tbilissi](#) », par Niko Mchedlichvili, *Reuters*, 14 mars 2004.

[12] « Le président de la Géorgie menace d'un blocus économique l'Adjarie, qui lui refuse l'accès », *Le Monde*, 15 mars 2004.

[13] Petite fille d'Ivan Zourabichvili, ministre géorgien du dernier gouvernement blanc (c'est-à-dire ante-soviétique), Salomé Zourabichvili est cousine de l'ambassadeur Claude de Kémoularia et de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse. Elle dispose de toute la confiance de Dominique de Villepin avec lequel elle travailla en étroite collaboration à l'ambassade de France à Washington de 1984 à 1988.

[14] « L'ambassadrice de France en Géorgie nommée chef de la diplomatie géorgienne », AFP, 12 mars 2004.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Éloge de la servilité journalistique

Analyse

Hervé Brusini, directeur délégué à l'information de la chaîne de télévision publique France 3, donne le plus parfait exemple de servilité qu'un journaliste puisse exprimer. Dans *Libération*, il se pose des questions éthiques : la presse ne met-elle pas la sécurité publique en danger en révélant telle ou telle information relative au terrorisme ? Aussi déplore-t-il le bon temps où le pouvoir politique donnait des instructions à la presse. Il se souvient avec émotion des années 80, lorsque un directeur du ministère de l'Intérieur réunissait les rédacteurs-en-chef dans son bureau pour écrire leurs journaux. À aucun moment, il ne semble lui venir à l'esprit qu'il pourrait assumer seul ses responsabilités, être autre chose qu'un transmetteur de paroles officielles. Face aux terroristes, il a choisi son camp : celui de l'État, pas celui de la vérité. Toutefois, l'obéissance d'Hervé Brusini doit être relativisée : la rédaction qu'il dirige est une des meilleures dans le paysage audiovisuel français. Il ne fait au fond qu'écrire avec franchise ce que ses confrères, directeurs d'autres rédactions, font depuis longtemps. Le paradoxe est en effet, qu'aujourd'hui, l'audiovisuel public a acquis une autonomie face au pouvoir, tandis que l'audiovisuel privé ne l'a jamais souhaitée.

Donald Rumsfeld dans le *New York Times* et l'ambassadeur William Farish dans le *Daily Telegraph* dressent le bilan de l'opération « liberté en Irak », un an après son déclenchement. Ce résultat est si merveilleux que l'on en vient à conclure à l'ingratitude des Irakiens qui résistent à leurs libérateurs.

Au contraire, Dominique de Villepin campe sur ses positions dans un entretien accordé au *Monde*. Il réitère sa ferme condamnation de l'attaque de l'Irak et son exigence de transfert de souveraineté rapide aux Irakiens.

David Kay s'interroge sur sa découverte de l'absence d'armes de destruction massive en Irak. L'ancien patron des équipes de surveillance a donné un entretien au *Figaro*. Avec une naïveté déconcertante, il explique que l'erreur d'appréciation des services de renseignement provient de ce qu'ils ont rapporté ce que le régime de Saddam Hussein voulait donner à croire de son programme d'armement et non des faits précis. Cette méprise serait donc la faute de l'ennemi qui aurait bluffé. Mais il nous avait semblé que c'était là le b-a-ba de la guerre.

Le sénateur Edward M. Kennedy tire les leçons du vote des Espagnols dans le *Los Angeles Times*. Ils ont sanctionné José-Maria Aznar qui, à force de mensonges, les a entraînés dans la guerre contre l'Irak. Comme eux, les États-Uniens doivent sanctionner à leur tour George W. Bush.

Enfin, l'ancien ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charrette, interprète sans originalité le discours atlantiste dans *Le Figaro*, au risque d'en lasser les lecteurs qui ont déjà lu les mêmes arguments, la veille sous la plume d'Alain Madelin. Pour introduire une variante, il ajoute donc une petite touche : les attentats de Madrid procèdent de « l'hyperterrorisme » dont le but est de « détruire le monde occidental ». Bigre ! Le néologisme « hyperterrorisme » a été introduit par François Heisbourg, célèbre expert qui nous fit trembler à propos des terribles armes de Saddam Hussein, pour faire le pendant du concept d'hyperpuissance, inventé par Hubert Védrine. Deux titans s'affronteraient dans un monde manichéen où nous devrions choisir notre camp. Cependant, outre qu'il reste à démontrer que l'hyperterrorisme n'est pas le fait de l'hyperpuissance, les attentats de Madrid, aussi sanglants qu'ils furent, ont fait moins de victimes civiles qu'une journée de bombardement sur l'Afghanistan ou sur l'Irak.

Réseau Voltaire

Hervé Brusini

Hervé Brusini est directeur délégué à l'information de France 3.

« Madrid, le signal de l'urgence »

Source : Libération

Référence : « Madrid, le signal de l'urgence », par Hervé Brusini, *Libération*, 19 mars 2004.

La monstruosité des attentats de Madrid a enclenché dans une mécanique infernale les rouages du terrorisme, du gouvernement et de l'information. Cette machine à broyer la vérité était mue par la plus redoutable des énergies : le temps réel et la volonté du public de connaître la vérité dans l'instant. La démocratie politique et médiatique se livre alors au jeu des supputations et certains vont y laisser la dignité de leur pays, de leur peuple, de leur cause et de leur fonction. La tentation du vote à venir a été trop forte pour les pouvoirs

publics, on a menti, manipulé et perdu.

Le terrorisme joue avec les médias, c'est bien connu, et les médias sont consubstantiels de la démocratie. Seuls les enquêteurs disposent des éléments qui permettent de mettre à nu les frappes, ses auteurs, ses motivations par-delà l'émotion et le deuil. Au milieu des années 80, en pleine vague d'attentats, Bernard Gérard, directeur de la DST, réunissait des journalistes de radios, de la presse écrite et télévisuelle pour les tenir informer des derniers éléments de l'enquête. Cela nous permettait de partager librement nos différentes pistes et nous apprenions ce qu'il fallait dire ou non pour ne pas aider les poseurs de bombe.

L'affaire AZF et celle des « serviteurs d'Allah » démontrent qu'il est temps d'entamer un débat entre presse et pouvoirs publics afin de mettre en place une procédure originale où chacun reste à sa place, mais cherche à répondre au souci commun pour savoir d'où vient la terreur.

Donald Rumsfeld



Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) est secrétaire à la Défense états-unien. Il est ancien membre du Center for Security Policy de Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) auquel le Réseau Voltaire a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Le Réseau Voltaire a réalisé un dossier spécial sur Donald Rumsfeld.

« Le prix de la liberté en Irak »

Source : New York Times

Référence : « The Price of Freedom in Iraq », par Donald H. Rumsfeld, *New York Times*, 19 mars 2004.

Il y a un an, l'opération « liberté en Irak » commençait. Il faut se demander pourquoi nous nous sommes battus. Récemment, alors que le débat sur l'envoi de troupes en Irak secoue la Corée du Sud, une journaliste sud-coréenne m'a demandé pourquoi des Coréens risqueraient leur vie en Irak. Je lui ai répondu qu'il y a 50 ans, de jeunes Américains auraient pu se demander pourquoi ils allaient risquer leur vie en Corée.

Aujourd'hui, dans mon bureau, il y a une photo satellite de la Corée prise de nuit. On voit qu'au nord de la zone démilitarisée, il n'y a de la lumière qu'à Pyongyang alors qu'il y en a partout en Corée du Sud, c'est la lumière de la liberté. Une liberté qui a coûté des dizaines de milliers de vies. Cela valait la peine, comme cela vaut la peine en Afghanistan et en Irak.

Aujourd'hui, nous devons affronter les menaces du terrorisme et des armes de destruction massive avant qu'il ne soit trop tard. Saddam Hussein a choisi la tromperie et la défiance plutôt que de respecter les résolutions du Conseil de sécurité et nous étions obligés de réagir. Pour éviter la guerre, le président **George W. Bush** lui a laissé 48 heures pour quitter le pays, mais il n'a pas saisi cette opportunité.

Nous avons apporté la liberté à l'Irak et cela soulève des difficultés mais, aujourd'hui, un texte constitutionnel accorde des libertés aux Irakiens.

Aujourd'hui, on peut remercier les militaires états-uniens pour avoir ajouté leur nom à la liste des Américains qui se sont battus pour la liberté dans le monde.

William Farish



William Farish est ambassadeur états-unien au Royaume-Uni. Les Farish et les Bush sont amis et partenaires depuis plusieurs générations. William Farish a notamment été administrateur de Zapata Off-Shore Oil, une société pétrolière dirigée par George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush). Il a également été le directeur exécutif du trust regroupant le patrimoine des Bush, cf. La fortune des Bush.

« Une année de liberté ne doit pas être écartée avec légèreté »

Source : Daily Telegraph

Référence : « One year of freedom in Iraq should not be lightly dismissed », par William Farish, *Daily Telegraph*, 19 mars 2004.

Nous célébrons aujourd'hui le premier anniversaire de l'opération « liberté en Irak ». Si nous avons encore à faire face à de nombreux défis, les sondages montrent que les Irakiens estiment que leur vie s'est améliorée depuis un an à 56 %. 71 % estiment que leur vie sera encore meilleure dans un an. Aujourd'hui, les Irakiens ont accès aux informations étrangères. Les dépenses de santé se développent considérablement et les enfants sont mieux soignés. Les zones qui étaient privées d'infrastructures sont désormais revitalisées et la production d'électricité dépasse le niveau qu'elle atteignait avant la guerre. L'irrigation et l'accès à l'eau potable se développent également. La corruption recule et les nouvelles réglementations fiscales et économiques contribuent à la reconstruction du pays.

Il nous reste encore de grands défis à relever dans le domaine de la sécurité, mais les Irakiens sont confiants car ils ont désormais un avenir. Les différentes composantes de la société irakienne se sont rassemblées pour adopter un texte qui garantit les libertés et prévoit l'organisation d'un système fédéral. Le débat sur les armes de destruction massive continue, mais pendant ce temps, la vie des Irakiens s'améliore sans arrêt.

Dominique de Villepin



Dominique de Villepin est ministre des Affaires étrangères français.

« Il faut un sursaut de la communauté internationale avant l'échéance du 30 juin »

Source : Le Monde

Référence : « Il faut un sursaut de la communauté internationale avant l'échéance du 30 juin », par Dominique de Villepin, *Le Monde*, 19 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

La communauté internationale doit s'unir pour répondre aux menaces d'un monde plus instable et dangereux et pour refonder l'ordre international. La guerre d'Irak n'a pas conduit à plus de stabilité. Ce pays, où le terrorisme n'existait pas, est aujourd'hui l'un des principaux foyers du terrorisme mondial. La tragédie de Madrid montre que l'Europe n'est pas épargnée.

La page de la dictature en Irak a été tournée, mais il est urgent de créer les conditions de la sécurité et de la stabilité. Il faut retrouver l'unité que la communauté internationale avait au lendemain du 11 septembre. Les déclarations de M. Zapatero sur un possible rapatriement du contingent

espagnol marquent bien la nécessité d'un sursaut de la communauté internationale. Pour combattre le terrorisme, il faut une coopération renforcée des polices, des services de renseignement et de la justice et il faut démanteler les réseaux financiers. Il est également essentiel d'apporter des solutions politiques à la crise d'Irak et du Proche-Orient.

En Irak, il faut accélérer le mouvement pour rendre le pouvoir aux Irakiens et il faut une conférence internationale qui permettra de créer une dynamique nationale, régionale et internationale en faveur de la reconstruction. Il faut une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui déterminera les modalités de désignation d'une autorité irakienne intérimaire représentative et légitime. La présence de forces de maintien de l'ordre aura alors une autre signification car elle sera demandée par une autorité légitime. Ce cadre peut aussi éloigner le risque de guerre civile. Aujourd'hui, les États-Unis ont compris qu'ils devraient se tourner vers l'ONU.

Nous discutons avec Washington sur le plan de « Grand Moyen-Orient ». Nous devons répondre aux aspirations des peuples du Moyen-Orient en prenant en compte les situations de chaque pays du partenariat euro-méditerranéen et le règlement du conflit israélo-arabe. La France exprime toutefois des réserves sur l'engagement de l'OTAN dans cette région. Nous n'estimons pas que les évolutions de comportement de la Libye, visibles depuis plus d'un an, et de l'Iran sont le fruit de la Guerre d'Irak.

David Kay



David Kay est ancien directeur du groupe de surveillance de l'Irak, chargé par la Coalition d'enquêter sur les armes de destruction massive en Irak.

« Il faut reconnaître nos erreurs pour restaurer notre crédibilité »

Source : Le Figaro

Référence : « Il faut reconnaître nos erreurs pour restaurer notre crédibilité », par David Kay, *Le Figaro*, 19 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Je ne pense pas qu'il y ait des chances sérieuses de démontrer qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. Au contraire, les meilleures preuves démontrent qu'elles n'existaient pas et que le programme nucléaire n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été. Il y a par contre très peu de preuves de la destruction de ces armes car cela remonte à une décennie.

Aucun des palais présidentiels ne présentait de preuves de la présence à un moment d'armes de destruction massive. Nous savons que des trains, des avions et des camions ont été dirigés vers la Syrie, mais comme rien ne vient prouver que des armes de destruction massive ont été produites, on ne peut pas affirmer que ces transports contenaient des armes. Les camions laboratoire ont bien existé, mais ils étaient destinés à produire de l'hydrogène pour des sondes météorologiques.

Je suis parti en Irak en pensant trouver des armes et j'ai été surpris de ne rien trouver. Les Irakiens, avec leurs tromperies, sont les premiers responsables de cette confusion. S'ils ont agi ainsi, c'est que Saddam Hussein destinait surtout les armes de destruction massive à un usage interne et qu'il ne voulait donc pas que l'on sache qu'il ne pouvait plus sévir face à une insurrection. Les

scientifiques irakiens ont également leur part de responsabilité car ils ont formé une caste qui a berné le pouvoir irakien et qui récoltait les fonds. Toutefois, nous avons aussi commis des erreurs car nos services de renseignement font trop confiance à la technologie et accumulent les erreurs depuis des années. J'ai démissionné car mon groupe d'inspecteurs était privé de moyens. Notre crédibilité est affectée et il faut reconnaître nos erreurs, ce que l'administration Bush refuse de faire pour l'instant.

Edward M. Kennedy



Edward M. Kennedy, frère de l'ancien président John F. Kennedy et de l'ancien sénateur Robert Kennedy, est sénateur démocrate du Massachusetts.

« Les distorsions de Bush ont égaré le Congrès dans son vote sur la guerre »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bush's Distortions Mised Congress in Its War Vote », par Edward M. Kennedy, *Los Angeles Times*, 19 mars 2004.

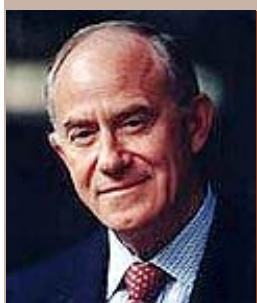
Il y a un an les États-Unis sont entrés en guerre car le président **George W. Bush** a convaincu la population et le Congrès que l'Irak était une menace imminente.

Il a affirmé que Hussein était sur le point d'acquérir des armes nucléaires et qu'il avait des liens étroits avec Al Qaïda, deux affirmations fausses.

On ne sait pas encore exactement quels étaient les objectifs réels de cette guerre, mais il est évident que Karl Rove l'a utilisée politiquement. La décision d'attaquer a été prise en août, mais la campagne pour convaincre la population a commencé en septembre pour des raisons de marketing. Pour avoir plus d'impact le vote en sa faveur a été obtenu avant les élections de novembre. Ce scrutin a divisé les démocrates, mais à force de propagande, l'administration a obtenu un vote favorable.

Même avant le déclenchement de la guerre, la plupart des présupposés sur lesquels se fondaient la propagande étaient éventés, mais l'administration Bush a refusé de l'admettre. Nous nous sommes donc éloignés de nos alliés, nous avons affaibli l'ONU, nous avons attisé la haine à notre égard et rendu la guerre au terrorisme plus difficile à gagner. Le Premier ministre espagnol a payé son mauvais jugement à prix fort et le président Bush va en payer le même prix en novembre.

Hervé de Charrette



Hervé de Charrette de la Contrie est ancien ministre des Affaires étrangères français.

« S'unir contre l'hyperterrorisme »

Source : Le Figaro

Référence : « S'unir contre l'hyperterrorisme », par Hervé de Charrette, *Le Figaro*, 19 mars 2004.

Les attentats de Madrid démontrent que les attentats du 11 septembre 2001 n'ont constitué ni un acte unique et non reproductible, ni un défi adressé à la seule puissance américaine. C'est l'entrée dans le monde de l'hyperterrorisme, la volonté de faire le plus grand nombre de victimes civiles afin de déstabiliser et détruire le « monde occidental ». Il s'agit bien d'une guerre et le pire est à venir.

Il est sans doute trop tôt pour analyser les causes du vote espagnol et la part de ce que j'appellerai la « tentation munichoise », mais il faut en tout cas se réjouir des déclarations sans ambiguïté des dirigeants européens. Il est vain d'imaginer que l'Europe pourrait échapper au maelstrom. Pour les islamistes fanatiques qui sont à l'origine de cet affrontement, l'Europe a partie liée avec l'Amérique. Même la France ne peut plus se targuer de ses relations dans le monde arabe pour prétendre échapper aux attentats.

On ne peut qu'applaudir les déclarations de la France affirmant que la communauté internationale doit se rassembler pour lutter contre le terrorisme de toutes ses forces et sans relâche. Il faut mettre un terme à la division transatlantique et nous devons mener ensemble la guerre contre l'hyperterrorisme. C'est pourquoi nous devons sortir la coalition du borbier irakien. Il faut également que les Européens prennent à bras le corps le conflit israélo-palestinien. Enfin, la coopération entre les polices doit être renforcée.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .